



Les ouvrières des Câbles de Lyon, le 26 juin 1975

Voilà bien pourquoi nous partageons encore cette conclusion de Badiou :

« Pour participer en première ligne à l'écrasement de cette dangereuse réaction, les marxistes-léninistes doivent avant tout constituer un point de vue prolétarien ferme et cohérent sur le projet politique des révisionnistes. Comprendons bien que les révisionnistes peuvent aujourd'hui penser parvenir au pouvoir à moyen terme. Leur force historique leur apparaît sous la forme du pouvoir pour eux-mêmes, et non sous celle du partage négocié. Il faut donc connaître et combattre le type d'Etat bourgeois, le type de société, dont les gens du P.C.F. entendent s'assurer la direction. Dans cette connaissance critique, la question syndicale occupe une place de premier plan. » (Nous verrons plus loin que nous ne répondons pas de la même façon que Badiou à cette dernière question, et nous expliquerons notre point de vue.)

2° Sur « le projet d'Etat impérialiste bourgeois de type nouveau » tel qu'envisagé par le P.C.F. et la C.G.T., nous apprécions l'analyse avancée par Ba-

diou comme une contribution où le positif l'emporte sur ce qui nous semble non point négatif, mais discutable. Que la C.G.T. soit « le bras exécutif (du P.C.F.) dans la classe ouvrière », nous le savons d'expérience.

Que soit extrêmement dangereuse la thèse assimilant le P.C.F. à une formation politique de la petite-bourgeoisie, nous l'exprimons depuis longtemps, et nous savons aussi, comme l'expose Badiou, que « le P.C.F. draine principalement derrière lui l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie d'encadrement », (qu'à) « coup sûr, il n'est pas peuplé de P.-D.G. » (encore faudrait-il y regarder de plus près et bien distinguer ce que représentent socialement les Doumeng et autres milliardaires de son genre qui sont adhérents du P.C.F.).

Ayant engagé dans nos propres rangs la discussion pour parvenir à une juste définition de la nature bourgeoise du P.C.F. (et donc de la C.G.T.), nous sommes attentifs à ce qu'en déclare Badiou : « La fraction de classe dont le P.C.F. est l'expression idéologique et politique doit être désignée comme la fraction MONOPOLISTE BUREAUCRA-

TIQUE D'ETAT de la bourgeoisie impérialiste française » (souligné par Badiou). Il nous apparaît ici que le camarade de l'U.C.F.M.L. ignore ou sous-estime le rapport qui lie le P.C.F. au social-impérialisme russe. A moins qu'il en tienne compte implicitement, comme peuvent le laisser supposer quelques passages ultérieurs. Toujours est-il que nous intéressons cette analyse, qui se poursuit ainsi :

« La bourgeoisie monopoliste bureaucratique d'Etat est une fraction naissante et ascendante de la bourgeoisie française. Ce n'est pas une « nouvelle » bourgeoisie, au sens où elle serait une nouvelle classe sociale : c'est une fraction de classe, porteuse d'un projet étatique particulier, et qui prétend à l'hégémonie, au rôle unificateur de toute la bourgeoisie.

Le projet de société révisionniste, appuyé sur la perspective politique d'une dictature ouverte, non-parlementaire, est celui d'un capitalisme monopoliste d'Etat. Il représente une forme particulière de concentration du capital à l'intérieur de l'étape de l'impérialisme : le capitalisme monopoliste bureaucratique d'Etat, figure possible d'organisation économique et étatique de l'impérialisme déclinant... »

Et, ce qui nous semble tout à fait juste :

« ...Le prétendu « stade suprême » révisionniste s'avère... pour ce qu'il est : non pas la réalité française à combattre, mais la réalité soviétique à généraliser. Non pas ce à quoi on s'oppose, mais ce qu'on veut. Non pas un état de fait, mais un projet particulier d'Etat impérialiste bourgeois, dans lequel la fraction monopoliste bureaucratique de la bourgeoisie s'assurerait une position dominante, via son parti politique propre : le P.C.F. »

Voilà qui mérite une riche discussion, dans la mesure où, toute séduisante soit-elle, la thèse développée par Badiou reste silencieuse sur cette question capitale : quel serait le rapport de cette société voulue par les Révisionnistes français au social-impérialisme russe ? Assujettissement, comme nous l'avons proclamé en les dénonçant comme agents de la Cinquième colonne soviétique et comme les pays de l'Est en fournissent l'exemple, ou indépendance comportant des relations préférentiel-

les, ce qui nous semble illusoire compte tenu de l'appétit social-impérialiste et des forces de pression dont il dispose, ou relations contradictoires avec effort pour rejeter le contrôle de la superpuissance russe, comme la Roumanie ?

3° Sur « le rapport entre le révisionnisme moderne et la question du pouvoir » (4° paragraphe), nous voudrions publier *in extenso* l'analyse de Badiou, mais le désir de ne pas trop allonger notre article nous contraint à n'en reproduire que de larges extraits, ceux qui comportent des convergences avec nos points de vue.

« Bien évidemment, écrit le représentant de l'U.C.F.M.L., le projet révisionniste n'a de chance historique véritable que sur la base d'une crise aiguë du capitalisme monopoliste de type « libéral » (américain). Il représente un recours étatique suprême, au nom des intérêts d'ensemble de la bourgeoisie menacée. C'est pourquoi il est formulé par les révisionnistes avec d'autant plus de virulence que la situation d'ensemble se rapproche effectivement d'une situation de crise inextricable du capitalisme monopoliste « classique ».

En fait, ce projet étatique s'apparente au recours fasciste du capitalisme en crise. Le fascisme également impose une terrible autorité étatique aux diverses fractions de la bourgeoisie, parce que seule la dictature ouverte, fortement bureaucratisée, du grand capital, permet d'écraser le prolétariat et de surmonter la crise. »

Nous avons exprimé la même idée, quand de notre analyse sur la « fascisation » opérée par la bourgeoisie monopoliste au pouvoir, nous sommes passés à l'étude de la perspective de l'utilisation de cette fascisation d'abord et avant tout par le Parti révisionniste, à la faveur de bouleversements consécutifs à l'aggravation de la crise, et nous avons alors envisagé ce que Badiou nomme le « projet étatique » du social-fascisme, c'est-à-dire la prise du pouvoir et donc de l'Etat par le P.C.F.

Mais nous l'avons aussi envisagé par rapport au social-impérialisme russe, qui ne manquerait pas, comme il le fait au Portugal, d'apporter au social-fascisme en France le plus actif et efficace soutien.